

11 décembre 2007

Usine Gaspésia Investisseurs de la dernière heure

Le projet d'une relance à l'usine Gaspésia de Chandler refait surface. Un groupe d'investisseurs souhaite déposer une proposition en ce sens. Le maire de Chandler, Claude Cyr, estime que cette demande arrive bien tard en raison du démantèlement de la papetière qui est sur le point d'être confié à une firme spécialisée.

M. Cyr croit toutefois que le projet pourrait être étudié. « Si l'ensemble des partenaires, ou la majorité des partenaires disent que oui on peut rencontrer ces gens-là, on peut regarder ça, on peut faire une pause dans la liquidation des actifs, écoutez, moi je n'ai rien contre », dit-il.

Selon la ministre des Affaires municipales et des Régions, Nathalie Normandeau, les promoteurs devront démontrer leur sérieux quant à une éventuelle relance. « On va exiger de la part du promoteur de mettre de l'argent sur la table pour effectivement nous convaincre vraiment du sérieux de leur proposition », indique-t-elle.

Ce projet de relance est piloté par un groupe formé de représentants d'un fonds d'investissement canadien et de promoteurs asiatiques. Des pourparlers seraient en cours avec une papetière de la province. Les investisseurs souhaitent notamment produire de la pâte pour les marchés d'Europe et d'Asie.

De plus, ils aimeraient également acquérir des scieries pour fabriquer des produits semi-finis.

M. Cyr affirme qu'il revient maintenant aux partenaires financiers, dont la Société générale de financement, de décider si le processus de démantèlement doit être arrêté. [Radio-Canada](#)

Relance de l'usine Gaspésia Un projet bien accueilli

Le projet de relance de l'usine Gaspésia ne manque pas de surprendre. Les scieries de la région voient cependant d'un bon oeil cette initiative, même si les dirigeants demeurent un peu sceptiques devant une possible reprise. L'idée de fabriquer de la pâte thermomécanique permettrait ainsi aux usines de sciage d'écouler leurs copeaux.

Les promoteurs ont bon espoir de pouvoir rentabiliser la production de pâte à l'usine de Chandler.

Selon le scénario proposé, la machine à papier de la Gaspésia serait déménagée en Chine et la pâte y serait expédiée pour fabriquer du papier.

D'après le maire de Chandler, Claude Cyr, cette solution serait la plus rentable pour les investisseurs. « En Gaspésie, il y a de la fibre. Au niveau de la pâte

thermomécanique, on a tout ce qu'il faut pour faire de la pâte à Chandler. Le marché, comme tel, il est en Chine et puis on veut se rapprocher du marché en faisant justement le papier sur place en Chine », explique-t-il.

De plus, le groupe d'investisseurs souhaite acheter des scieries ou encore devenir partenaire pour assurer les approvisionnements de l'usine de pâte.

Le président du Groupe G.D.S., Guido Deschênes, a notamment été approché. Même s'il reconnaît le bienfait du projet, il demeure prudent. « Le redémarrage de la Gaspésia se serait positif. C'est un marché qui pour les scieurs de la Gaspésie serait très intéressant », précise-t-il.

Les investisseurs doivent déposer une proposition de relance dans les prochains jours. Rappelons que le gouvernement du Québec exigera des garanties financières avant de suspendre le processus de démantèlement de l'usine de Chandler. [Radio-Canada](#)

Sommet sur la forêt **Des solutions concrètes**

Les participants au Sommet sur l'avenir du secteur forestier québécois se sont penchés mardi matin sur des solutions concrètes afin notamment d'atténuer l'impact d'autres fermetures d'usines. Il faut, selon les participants, réallouer l'approvisionnement en bois des usines fermées vers celles qui sont sauvées et voir aussi comment transférer les employés.

Les participants interpellent directement le gouvernement fédéral, qui ne participe pas à l'organisation du sommet, pour qu'il vienne en aide à l'industrie et aux travailleurs pour traverser la crise.

« Je pense qu'il y a là un joueur qu'il faut absolument associer à cette réflexion et qu'il intervienne dans la suite des choses », soutient Bernard Généreux de la Fédération québécoise des municipalités.

Guy Chevrette, président du Conseil de l'industrie forestière, réclame de son côté une réduction des droits de coupe versés par les compagnies à Québec. « Au Québec, on est la seule place en Amérique du Nord où il n'y a pas deux prix pour la fibre. Un prix pour le bois qualité pâte, et un prix pour le bois qualité bois d'oeuvre », fait-il valoir.

Il est aussi question d'intensifier l'aménagement forestier pour créer des emplois. Les syndicats réclament de meilleures conditions de travail pour les sylviculteurs. « Il y a là-dedans des conditions de travail qui sont moyenâgeuses. Il y a un problème aigu de relève. L'âge moyen est de 51 ans », souligne Claudette Carbonneau de la Confédération des syndicats nationaux.

Syndicats et environnementalistes demandent d'ailleurs à Québec de retirer les travaux sylvicoles des mains des scieries et papetières. Ils estiment que l'industrie remplit mal son mandat d'aménagement forestier.

Le Sommet sur l'avenir du secteur forestier québécois se poursuit à Québec jusqu'à mercredi. [Radio-Canada](#)

Secteur forestier

Bécharde touche du bois

Le Sommet sur l'avenir du secteur forestier québécois s'est ouvert, lundi, à Québec, et se poursuit jusqu'à mercredi.

Lors d'une allocution prononcée lundi en soirée, le ministre des Ressources naturelles du Québec, Claude Bécharde, a fait part de sa volonté de déposer une politique visant à favoriser l'utilisation du bois lors de la construction d'édifices publics, dans le but de venir en aide à l'industrie de la province.

Le ministre a reconnu que l'utilisation du bois pouvait parfois s'avérer plus coûteuse, mais a vanté la grande beauté d'édifices publics récemment construits en bois. Il a en outre souligné qu'à « moyen ou long terme, on récupère les sommes en efficacité énergétique ou autrement. Il y a moyen de faire plus avec du bois, dans des coûts qui sont très raisonnables ».

Les grandes lignes de cette nouvelle politique du gouvernement Charest seront dévoilées d'ici la mi-janvier.

Nouveau régime d'ici un an

Le ministre Bécharde a également qu'un nouveau régime forestier serait adopté d'ici la fin 2008, « si tout va bien ». Le régime actuel subit les contrecoups du ralentissement du marché américain et doit composer avec la force du huard.

Voulant peut-être modérer les attentes, M. Bécharde a toutefois prévenu l'auditoire que le gouvernement ne pouvait à lui seul venir à bout de la crise qui secoue l'industrie. « Nous n'avons pas d'influence sur les cours du dollar ou du pétrole », a-t-il lancé.

À la recherche de solutions

Le sommet réunit quelque 400 intervenants issus du milieu politique, des communautés autochtones, des syndicats, des autorités régionales, des groupes environnementalistes et du secteur du tourisme tenteront de trouver des solutions concrètes à la crise que vit le secteur forestier en ce moment.

Conservation, mise en valeur et utilisation des ressources forestières, travail, formation professionnelle et éducation: les sujets importants liés à la forêt, élément névralgique de la santé économique de plusieurs régions, doivent tous être abordés.

Le président du Sommet, le recteur de l'Université Laval, Denis Brière, estime qu'il s'agit d'une initiative différente de ce qui s'est fait jusqu'à présent. « Habituellement, un sommet, c'est organisé par le gouvernement. Cette fois-ci, les gens se sont pris en main. C'est ça qui fait la valeur du Sommet. Les gens, au lieu de s'asseoir et de se mettre en mode revendication, se sont mis en mode solution », a-t-il expliqué.

Le président et chef de la direction du Mouvement Desjardins, Alban D'Amours, assume la présidence d'honneur de l'événement.

Crise importante, solutions multiples

En mars 2005, dans la foulée du rapport de la commission Coulombe, le gouvernement a adopté la loi 71 qui réduit de 20 % la possibilité forestière, pour certaines essences d'arbres, de 2005 à 2008. En décembre 2006, le forestier en chef Pierre Levac a ajouté encore 3,8 % à la réduction de la possibilité de récolte de résineux, et baissé de 15 % la possibilité pour les feuillus, moins importants au plan économique.

En octobre 2006, Québec avait annoncé son plan de soutien au secteur forestier, des mesures d'aide totalisant 722 millions de dollars en quatre ans. En décembre suivant, la loi 49 était adoptée sous le bâillon. Les droits de coupe ne sont ainsi plus la propriété des usines, mais plutôt des entreprises qui peuvent maintenant transférer le bois récolté dans une région vers d'autres usines du Québec.

En mai dernier, le premier ministre Jean Charest déclarait que l'industrie forestière avait un besoin urgent de restructuration, parce qu'elle comptait un trop grand nombre d'entreprises pour les besoins du marché. Le président du Conseil de l'industrie forestière, l'ancien ministre Guy Chevrette, convenait que le Québec comptait une scierie de trop sur cinq.

En juillet, le ministre des Ressources naturelles et de la Faune, Claude Béchar, a annoncé une série de mesures pour réduire les coûts administratifs de la production forestière. Ainsi, la récolte de bois devrait coûter 2 \$ de moins le mètre cube.

Jusqu'à maintenant, la crise du secteur forestier a entraîné la fermeture d'au moins 130 entreprises et la perte de quelque 12 000 emplois au Québec. [Radio-Canada](#)

Éducation

Quatre cégeps s'associent

Quatre cégeps de l'Est du Québec s'associent dans le but de faire la promotion des programmes touchant l'électronique auprès des jeunes du secondaire. Actuellement, il n'y a qu'une trentaine d'élèves inscrits à des cours dans les établissements de Rivière-du-Loup, de Rimouski, de Matane et de la Gaspésie et des Îles.

Les cégeps se sont donc regroupés pour combler les besoins des entreprises qui recherchent un grand nombre de travailleurs spécialisés. Ces derniers sont souvent embauchés avant même de terminer leur formation.

La nouvelle collaboration des établissements touche la complémentarité des programmes offerts. Ainsi, un étudiant pourra, pour sa première année, étudier en électronique dans n'importe quel cégep de l'Est du Québec. Par la suite, il aura la possibilité d'entreprendre une spécialisation en électronique industrielle ou encore en réseautique et télécommunications. [Radio-Canada](#)

Bioparc de la Gaspésie : 4 millions \$ pour une première phase d'expansion

Le Bioparc de la Gaspésie à Bonaventure annonce une première phase d'expansion de 4 millions \$.

Le gouvernement du Québec y injecte 3 375 000 \$, ou 85 % de la note. La construction de neuf chalets et d'une piscine à vagues, de même que la consolidation et l'amélioration des installations actuelles constituent les principaux ajouts de l'expansion.

Les chalets seront érigés dans le camping municipal de Bonaventure et ils devraient être prêts en juillet. Plusieurs améliorations aux installations existantes seront aussi réalisées à temps pour la prochaine saison, mais dans le cas de la piscine à vagues, il faudra attendre la saison 2009. La directrice du Bioparc, Marie-Josée Bernard, concède qu'il aurait été idéal de bénéficier de la piscine à vagues dès l'été prochain, mais la nécessité de déterminer sa localisation sur le site, sa grandeur et l'ampleur du chantier et des équipements reportent les travaux à l'automne 2008.

Environ 21 500 personnes ont visité le Bioparc de la Gaspésie en 2007 et 23 personnes y ont travaillé. «On s'attend à 30 000, peut-être 33 000 personnes l'an prochain», signale Mme Bernard.

Les organismes de développement de la région devront fournir environ 600 000 \$ en marge de l'expansion.

Le maire de Bonaventure, Serge Arsenault, a indiqué hier que son administration verse 90 000 \$ dans la phase un, par le biais d'un terrain, d'utilisation de machinerie et de main-d'œuvre. Marie-Josée Bernard ajoute que les organismes comme la MRC et la Conférence régionale des élus sont sollicités.

«Il faut que ce soit réglé au cours des prochaines semaines, ou des prochains mois.»

La clientèle

Le Bioparc avait besoin de cette expansion pour faire croître sa clientèle et hausser des revenus qui stagnaient depuis plusieurs années. Qui dit première phase dit aussi seconde phase et c'est résolument vers une autre expansion que les administrateurs du Bioparc se dirigent afin d'atteindre une meilleure autonomie financière. Cette phase coûtera 6 millions \$ et elle haussera l'achalandage à 40 000 visiteurs.

La ministre des Affaires municipales et des Régions, Nathalie Normandeau, s'est engagée à ce que cette seconde phase ne prenne pas huit ans à éclore, comme cette fois. «Il faut garder le momentum», dit-elle. [Le Soleil](#)

Pouvoirie autochtone, paix sociale menacée selon Nathalie Normandeau

La ministre refuse de se prononcer avant que le rapport de Rémi Bujold soit déposé, en janvier.

Elle ne cache pas son inquiétude à l'effet que la paix sociale puisse être compromise lorsque la pourvoirie sera en opération, ce qui est prévu à l'automne 2008.

"C'est un aspect que je crains depuis le début. J'ai toujours dit que le projet Baldwin, c'est un dossier difficile parce que c'est un dossier très sensible sur le plan émotif premièrement. Les territoires de chasse sont sacrés pour les chasseurs. On s'est rendu compte à quel point ce sujet là était encore très très sensible, malgré le fait qu'en toute transparence nous soyons allés vers les chasseurs," admet Nathalie Normandeau. [CHAU-TVA](#)

Aide aux sinistrés de Gaspé, à 900 000\$ de l'objectif de la Croix-Rouge

Il reste 900 mille dollars à amasser pour atteindre l'objectif de cette levée de fonds qui vise à fournir aux sinistrés les biens essentiels non assurables.

Les sections locales de la FTQ ont amassé auprès de leurs membres 35 mille dollars. Ce montant s'ajoute à la promesse de don de 30 mille faite par la centrale syndicale. A savoir qu'est-ce qui pourrait expliquer que la campagne stagne à 1 million 600 mille dollars depuis quelques semaines, la Croix-Rouge parle justement de ces nombreuses promesses de dons qui ont été rendues publiques.

"Je pense que ce qu'on a fait, c'est qu'on a parlé des promesses de don, alors les gens nous ont contacté tout de suite, en disant qu'ils allaient tenir des activités ou faire des dons et que l'argent allait venir par la suite. En ce sens-là, la campagne a continué à monter," rappelle le directeur général de la Croix-Rouge, Conrad Sauvé.

La Croix-Rouge et la Ville de Gaspé espèrent toujours amassés 2 millions et demi de dollars aux 4 coins du Québec. Mais est-ce que cet objectif est trop ambitieux?

"Il faut comprendre aussi qu'à l'époque, lorsqu'on a établi notre objectif de 2 millions et demi, on n'avait pas les détails du décret du gouvernement. On n'avait pas l'aide entre autres d'Hydro-Québec," mentionne le maire de Gaspé, François Roussy.

C'est certain que ces images ont été diffusées abondamment les jours qui ont suivi les inondations, mais en 4 mois, l'attention médiatique s'est dissipée.

"C'est certain que la difficulté tout le temps, c'est la visibilité, plus un événement est gros, plus la visibilité est soutenue et plus les gens le voient et continuent de contribuer. Dans le cas de Rivière-au-Renard et Corte-Real, ça été un événement très important dans la région, mais il n'a pas eu une visibilité médiatique soutenue," croit le directeur de la Croix-Rouge.

François Roussy: "C'est sûr qu'on le sait, ça va très vite maintenant avec les communications et les médias et justement, on en parlait avec la Croix-Rouge, l'importance de mettre en place un fonds permanent pour ce genre d'événement parce qu'on le voit, des crises comme ça, on risque d'en vivre plusieurs au cours des prochaines années."

La Croix-Rouge en a aussi profité pour présenter son bilan de la dernière année. En excluant les inondations de Gaspé, l'organisme humanitaire a aidé plus de 220 personnes dans le Bas-St-Laurent et en Gaspésie. [CHAU-TVA](#)